

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 14 SEPTEMBRE 2020 RELATIVE À
L'ENGAGEMENT DE PENSION SECTORIEL POUR L'ANNÉE 2019 POUR LES SECTEURS
RÉGIONALISÉS FRANCOPHONES DE LA SANTÉ**

Chapitre 1^{er}. Objet de la convention

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail est conclue:

- en exécution de l'article 5 de la convention collective de travail du 13 décembre 2010 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel (numéro d'enregistrement 103537/CO/330), conclue au sein de la commission paritaire des établissements et des services de santé, et telle que modifiée en dernier lieu par la convention collective de travail du 3 juin 2019 modifiant le règlement de pension du régime sectoriel de pension complémentaire 330 (numéro d'enregistrement 152885/CO/330) et par la convention collective de travail du 11 mai 2015 modifiant la convention collective de travail du 13 décembre 2010 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel (numéro d'enregistrement 127323/CO/330);
- en application de l'article 5 du règlement de pension repris comme annexe à la convention collective de travail du 3 juin 2019 modifiant le règlement de pension du régime sectoriel de pension complémentaire 330 (numéro d'enregistrement 152885/CO/330).

Chapitre 2: Champ d'application

Article 2

La présente convention collective de travail s'applique à tous les employeurs et travailleurs qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé et qui font partie des secteurs ci-dessous relevant de la compétence de la Communauté française et/ou de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale (COCOF), à l'exception des catégories prévues à l'article 3 de la présente convention collective de travail:

- les hôpitaux catégoriels (c'est-à-dire les hôpitaux qui disposent exclusivement d'un service G (revalidation de patients gériatriques) et/ou d'un service Sp (service spécialisé de traitement et de revalidation) tels que mentionnés à l'article 5, § 1^{er}, I, premier alinéa, 3^o et 4^o de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;
- les maisons de repos pour personnes âgées, les maisons de repos et de soins, les centres de soins de jour, les logements à assistance, les centres de court séjour pour personnes âgées;
- les maisons de soins psychiatriques;
- les initiatives d'habitation protégée;
- les centres de revalidation à l'exclusion des établissements avec lesquels le Comité de l'assurance de l'INAMI, sur proposition du Collège des médecins directeurs, en application de l'article 22, 6^o, de la loi concernant l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée du 14 juillet 1994, a conclu une convention et qui ne tombent pas sous l'application de l'article 5, § 1^{er}, I, 5^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Article 3

La présente convention collective de travail ne s'applique pas:

- aux travailleurs sous contrat de travail intérimaire;
- aux travailleurs sous contrat de vacances, d'étudiant ou FPI (formation professionnelle individuelle en entreprise);
- aux apprentis pour lesquels aucune cotisation de sécurité sociale n'est payée (apprentis agréés des classes moyennes, apprentis industriels, apprentis en formation de chef

- d'entreprise, apprentis sous convention d'insertion socio-professionnelle reconnue par les Communautés et Régions, stagiaires en convention d'immersion professionnelle);
- aux collaborateurs dans le cadre du travail assisté et aux personnes occupées dans le cadre de l'article 60, § 7 de la loi organique des C.P.A.S. et occupées dans le cadre de l'article 78 de l'AR du 25/11/1991, à moins qu'il ne soit question d'un contrat de travail;
 - aux travailleurs qui exercent des activités alors qu'ils bénéficient déjà d'une pension de retraite légale;
 - aux médecins-employés qui suivent la formation de médecin spécialiste et qui sont soumis à un assujettissement restreint par des employeurs hôpitaux du secteur privé (code 072 ONSS).

Chapitre 3. Engagement de pension

Article 4

§ 1^{er}. Le 1^{er} janvier 2020, un supplément unique est versé sur le compte de pension individuel pour l'année 2019.

§ 2. La date de valeur à partir de laquelle le rendement est octroyé devient le 1^{er} janvier 2020.

Article 5

Le supplément pour l'année 2019 s'élève à maximum dix euros par trimestre qui y donne droit pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 pour autant:

- que, durant l'année 2019, l'affilié ait été lié par un contrat de travail avec une organisation à laquelle s'applique le règlement de pension;
- et qu'il ait été lié par un contrat de travail pendant au moins deux trimestres consécutifs à une organisation à laquelle s'applique le règlement de pension, durant la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Article 6

§ 1^{er}. Le supplément est octroyé proportionnellement à la "durée de travail contractuelle", à savoir [le nombre moyen d'heures hebdomadaires prestées par le travailleur] divisé par [le nombre moyen d'heures hebdomadaires prestées par la personne de référence].

Si le travailleur n'a pas presté un trimestre complet ou s'il a changé de durée de travail contractuelle en cours de trimestre, la durée de travail contractuelle est proratisée en fonction du nombre de jours civils de la durée de travail par rapport au nombre de jours civils du trimestre concerné.

§ 2. Si le travailleur a obtenu sa pension légale dans le courant du trimestre, la durée de travail contractuelle est proratisée en fonction du nombre de jours civils jusqu'à la date de la pension par rapport au nombre de jours civils du trimestre concerné.

§ 3. En cas d'indemnité de préavis, le supplément, fixé par la présente convention collective de travail, est octroyé pour l'ensemble de la période correspondant à l'indemnité de préavis, pour autant que cette période débute au cours de l'année 2019 et que, préalablement à cette période, le travailleur concerné ait satisfait aux conditions de la présente convention collective de travail.

§ 4. Le calcul du supplément est établi sur la base des données communiquées par l'Office national de Sécurité sociale par le biais de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale.

Chapitre 4. Entrée en vigueur, durée et dénonciation de la convention collective de travail

Article 7

§ 1^{er}. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et est conclue pour une durée indéterminée.

§ 2. La présente convention collective de travail peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année calendrier, avec effet au 1^{er} janvier de l'année calendrier suivante. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au

président de la commission paritaire des établissements et des services de santé, qui en enverra une copie à chacune des parties signataires.

Chapitre 5. Disposition finale

Article 8

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 14 SEPTEMBER 2020 INZAKE DE SECTORALE PENSIOENTOEZEGGING VOOR HET JAAR 2019 VOOR DE GEREGIONALISEERDE FRANSTALIGE GEZONDHEIDSSECTOREN

Hoofdstuk 1. Voorwerp van de overeenkomst

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten

- in uitvoering van artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2010 tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel (registratienummer 103537/CO/330), afgesloten in het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten en zoals laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 2019 tot wijziging van het pensioenreglement van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel 330 (registratienummer 152885/CO/330) en bij collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 2015 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2010 tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel (registratienummer 127323/CO/330);
- in toepassing van artikel 5 van het pensioenreglement dat als bijlage is opgenomen bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 2019 tot wijziging van het pensioenreglement van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel 330 (registratienummer 152885/CO/330).

Hoofdstuk 2. Toepassingsgebied

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle werkgevers en alle werknemers die ressorteren onder het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten en die behoren tot de onderstaande sectoren onder de bevoegdheid van de Franstalige Gemeenschap en/of de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (COCOF), met uitzondering van de categorieën voorzien in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst:

- de categorale ziekenhuizen (dit is elk ziekenhuis dat uitsluitend beschikt over een G-dienst (revalidatie van geriatrische patiënten) en/of een Sp-dienst (gespecialiseerde dienst voor behandeling en revalidatie) als vermeld in artikel 5, § 1, I, eerste lid, 3° en 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
- de rusthuizen voor bejaarden, de rust- en verzorgingstehuizen, de dagverzorgingscentra, de assistentiewoningen, de centra voor kortverblijf voor bejaarden;
- de psychiatrische verzorgingstehuizen;
- de initiatieven voor beschut wonen;
- de revalidatiecentra met uitsluiting van de instellingen waarmee het Verzekeringscomité van het Riziv op voorstel van het College van geneesheren directeurs, in uitvoering van artikel 22, 6° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, een overeenkomst heeft gesloten en die niet vallen onder de toepassing van artikel 5, § 1, I, 5° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.

Onder werknemers wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Artikel 3

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op:

- werknemers met een contract van interimarbeid;
- werknemers met vakantie-, studenten- of IBO-contracten (individuele beroepsopleiding);
- leerlingen waarvoor geen sociale zekerheidsbijdragen worden betaald (erkende leerling van de middenstand, leerling met industrieel leercontract, leerling in opleiding tot ondernemingshoofd, leerling met een overeenkomst voor socioprofessionele inpassing,

erkend door de gemeenschappen en gewesten, stagiair met een beroepsinlevingsovereenkomst);

- arbeidszorgmedewerkers en personen tewerkgesteld in het kader van artikel 60 §7 van de organieke wet op de inrichting van de OCMW's en een tewerkstelling in het kader van artikel 78 van het KB van 25/11/1991 tenzij er sprake is van een arbeidsovereenkomst;
- werknemers die activiteiten uitoefenen terwijl zij al een wettelijk rustpensioen genieten;
- geneesheren-bedienden die een opleiding volgen tot geneesheer-specialist en die beperkt onderworpen zijn door werkgevers-ziekenhuizen uit de privésector (RSZ code 072).

Hoofdstuk 3. Pensioentoezegging

Artikel 4

§ 1. Op 1 januari 2020 is een eenmalige toelage op de individuele pensioenrekening gestort voor het jaar 2019.

§ 2. De valutadatum vanaf wanneer het rendement toegekend wordt is 1 januari 2020.

Artikel 5

De toelage voor het jaar 2019 bedraagt maximaal tien euro per rechtgevend trimester in de periode tussen 1 januari 2019 en 31 december 2019 voor zover:

- de aangeslotene in het jaar 2019 door een arbeidsovereenkomst verbonden was met een organisatie waarop het pensioenreglement van toepassing is;
- én in de periode tussen 1 januari 2019 en 31 december 2019 gedurende minstens twee opeenvolgende trimesters door een arbeidsovereenkomst verbonden was met een organisatie waarop het pensioenreglement van toepassing is.

Artikel 6

§ 1. De toelage wordt toegekend in verhouding tot de 'contractuele arbeidstijd', zijnde [het gemiddeld aantal uren per week van de werknemer] gedeeld door [het gemiddeld aantal uren per week van de maatpersoon].

Als de werknemer geen volledig trimester gewerkt heeft of in de loop van een trimester van contractuele arbeidstijd is veranderd, wordt de contractuele arbeidstijd geproratiseerd in functie van het aantal kalenderdagen van de arbeidsduur ten opzichte van het aantal kalenderdagen in het betrokken trimester.

§ 2. Als de werknemer in de loop van het trimester met wettelijk pensioen is gegaan wordt de contractuele arbeidstijd geproratiseerd in functie van het aantal kalenderdagen tot de pensioendatum ten opzichte van het aantal kalenderdagen in het betrokken trimester.

§ 3. In geval van opzeggingsvergoeding wordt de toelage, bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst, toegekend voor de volledige periode waarmee deze opzeggingsvergoeding overeenkomt, voor zover deze periode een aanvang neemt in het jaar 2019 en de betrokken werknemer voorafgaand aan deze periode aan de voorwaarden van deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft voldaan.

§ 4. De berekening van de toelage wordt vastgesteld op basis van de gegevens die meegedeeld werden door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid via de Kruispuntbank voor Sociale Zekerheid.

Hoofdstuk 4. Inwerkingtreding, duur en opzegging van de collectieve arbeidsovereenkomst

Artikel 7

§ 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2020 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

§ 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door elk van de partijen worden opgezegd voor 30 juni van ieder kalenderjaar, met uitwerking op 1 januari van het daaropvolgend kalenderjaar. De opzegging moet betekend worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, die een kopie van de opzegging stuurt aan elke ondertekenende partij.

Hoofdstuk 5. Slotbepaling

Artikel 8

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.